

26 janvier 2021 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

INTERVENTION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DANS LE CADRE DE L'AGENDA DE DAVOS ORGANISÉ PAR LE WORLD ECONOMIC FORUM

Le Président de la République

Bonjour, Professeur SCHWAB, je suis très heureux aussi de vous retrouver par ce biais, et merci en effet d'avoir organisé ces échanges qui, je crois, s'imposent encore plus dans la période.

Je voudrais faire le lien entre le monde d'aujourd'hui et le monde d'après. D'abord parce que dans tous nos pays, les sociétés se transforment avec l'expérience qu'on est en train de vivre. Et je crois qu'on a quelques leçons à retenir de ce qu'on vit tous ensemble depuis un peu plus d'un an, et qui va encore durer, on le sait, pendant des mois, certains nous disent, des années. Avec en tout cas une présence plus ou moins forte de ce virus.

Je crois que la première chose que ça nous a enseigné, c'est qu'on ne peut pas penser l'économie sans l'humain. Alors, ça paraît être une banalité de dire ça, mais enfin, nous avons fait, dans tous nos pays, quelque chose qui était considéré comme impensable, c'est-à-dire qu'on a arrêté toutes les activités économiques pour protéger des vies. Première leçon. Et on s'est rappelé que l'économie dont vous parlez, c'était une science morale et donc que la vie des hommes primait sur les échanges et les chiffres.

La deuxième chose, c'est que cette période nous rappelle notre vulnérabilité, à titre personnel, si je puis dire (j'en ai fait les frais en l'attrapant), mais comme organisation, entreprise, société, pays. Et la vulnérabilité, ça veut dire qu'on ne peut pas penser nos organisations de notre économie sans l'intégrer. Et c'était au fond une idée qui nous paraissait - certains avaient plus conscience que d'autres sur ce sujet - mais qui nous paraissait parfois lointaine quand on parlait de l'écologie et du climat. Mais c'est la même notion. C'est de dire : ce qui se passe autour de nous a un impact sur notre quotidien et peut, en quelque sorte, briser les chaînes, changer nos vies.

Une fois que j'ai dit ça, ça veut dire qu'on ne peut rien reconstruire, à mes yeux, dans le monde d'après-Covid, qui ne tire les leçons de ces deux éléments fondamentaux. L'économie est redevenue une science morale, et rien n'est au-dessus de la valeur humaine ; et nos sociétés sont vulnérables parce que la nature nous le rappelle et elles sont vulnérables face à des événements pandémiques, climatiques et autres.

Et donc, l'économie de demain, forte de ces enseignements, mais de ce qu'on savait aussi avant, parce qu'il y a aussi, on parle beaucoup des variants dans cette période, il y a aussi des invariants, eh bien, l'économie de demain, c'est à mes yeux, une économie qui va devoir penser à la fois l'innovation, la vulnérabilité et l'humanité, et donc qui va devoir construire une autre compétitivité compatible et même aidant à la résolution des problèmes climatiques : réduction du CO2, adaptation de nos sociétés parce qu'on en a déjà les conséquences, agenda biodiversité. Ça veut dire une économie qui devra être plus résiliente aux chocs et donc intégrer dans ses modes de protection des individus, dans ses organisations des éléments de résistance, soit dans ses chaînes de production, soit dans ses organisations logistiques très fines des éléments de résilience - on pourra y revenir si vous le souhaitez - et une économie qui prenne en compte ce principe d'humanité, qu'il s'agit d'ailleurs du sanitaire ou des inégalités sociales. Et on avait ce problème, on en avait parlé ensemble il y a un an. Et je crois qu'on ne sortira pas de la Covid-19 avec une économie, je dirais, qu'on sortira plutôt de la Covid-19 avec une économie qui aura encore plus en son cœur la problématique de la lutte contre les inégalités. Voilà les quelques convictions rapidement brossées.

Pr Klaus SCHWAB

Monsieur le Président, je crois, l'année passée, vous avez dit dans une réunion de l'OID que le capitalisme est devenu fou, et dans le contexte que vous dites d'une économie morale, quelle est votre conception du rôle de l'entreprise, de la philosophie de l'entreprise ? Je pose la question parce que j'ai publié aujourd'hui un livre qui s'appelle « Stakeholder capitalism », which means un capitalism des parties prenantes. Quelle est votre philosophie ?

Le Président de la République

Le Président de la République

Je me retrouve dans la formule du stakeholder capitalism, mais au fond, ce qui est vrai, c'est quand on regarde l'évolution des dernières décennies, nous avons un capitalisme qui, d'abord, capitalisme et économie de marché ont des vraies réussites dans cette dernière décennie, parce qu'il ne faut pas caricaturer les choses. Elle a permis l'ouverture des économies. Le commerce mondial, le capitalisme ont permis de sortir de la pauvreté des centaines de millions de personnes. Donc ça, ça a eu un intérêt. Ça a permis de procéder à beaucoup d'innovations, ça a permis de répondre à des demandes du citoyen consommateur de nos économies de manière extraordinaire, avec de l'accès aux biens et à des services comme rarement dans l'humanité, nous y avons eu accès. Donc ça, c'est le formidable succès des dernières décennies. Il y a une façon à tout cela. C'est que tout cela est allé avec, un, évidemment, de la création d'inégalités dans nos sociétés ; c'est-à-dire que l'ouverture et la théorie des avantages comparatifs a permis de sortir de la pauvreté à l'autre bout du monde des gens et d'autres concitoyens pour accéder à la production, mais à la sortie de la production et donc de l'activité, de l'utilité sociale, d'un rôle réel et d'un accès aux salaires, beaucoup de nos concitoyens qui ont eu à souffrir des crises de délocalisation que toutes les économies développées ont eu à vivre. Et c'était un choc à la fois économique et social pour des centaines de millions dans le monde, dans mon pays des centaines de milliers, voire des millions de personnes qui ont eu ce sentiment de perte d'utilité, qui ont perdu leurs emplois avec une vraie crise économique et morale. Et en quelque sorte ce problème, il a été externalisé par le capitalisme des dernières décennies.

Le deuxième sujet, c'est la déconnexion entre la création de valeur et les profits. Il y a une financiarisation de ce capitalisme. La financiarisation, c'est une très bonne chose quand elle permet d'aller plus vite, quand elle permet de procéder à la bonne allocation de l'épargne vers les besoins de financement. C'est une mauvaise chose quand elle sur-alloue en quelque sorte de la rémunération, alors qu'il y a peu de prise de risque et donc qu'elle permet des enrichissements qui ne sont pas liés ni à un travail ni à un phénomène d'innovation. Et c'est ce qui s'est passé. Donc, il y a eu une espèce d'emballlement qui a accru ce premier phénomène d'inégalité. On a revu dans toutes nos sociétés une inégalité croissante en leur sein.

Troisième phénomène, avec l'accélération des réseaux sociaux, elle a mondialisé l'imaginaire en créant aussi une insoutenabilité, si je puis dire, des systèmes de comparaison, je dirais ce terme, de plus en plus difficiles.

Quatrième problème, elle a totalement externalisé le problème climatique pendant des décennies, c'est-à-dire qu'on a créé une logistique mondiale, des échanges mondiaux. On a dit au fond, il y a deux rois dans ce système : le consommateur et l'actionnaire, et le système a très bien produit pour le consommateur et l'actionnaire, mais il a ajusté sur le travailleur et sur le reste de la planète. Et en quelque sorte, on a créé des externalités négatives, comme on dit pudiquement, en termes climatiques.

Ces quatre phénomènes ont alimenté la crise des inégalités sociales, la crise de la démocratie et la crise climatique. Et donc, le modèle capitaliste marié à l'économie de marché ouverte, il ne peut plus fonctionner dans cet environnement. Pourquoi ? Parce qu'il a été le fruit historiquement d'un compromis qui étaient des sociétés démocratiques, l'individu libre, des libertés individuelles, le progrès des classes moyennes qui ont créé la soutenabilité dans chacune de nos sociétés. Et il est en quelque sorte complètement percuté, cet équilibre, ce consensus qu'il y avait, par ces 4 accélérations. Et donc, moi, je crois très profondément dans votre Stakeholder Capitalism, entre autres, c'est-à-dire dans l'idée de dire qu'on doit remettre au cœur du modèle la réponse à ces problématiques.

On a au fond, durant les dernières années, essayé d'y répondre par une réponse des États. L'État seul ne peut pas le faire parce que sinon on a un problème, c'est que l'État est le seul à corriger des externalités négatives. Et donc, il s'endette de plus en plus pour payer tout seul la réponse aux problèmes climatiques, pour payer tout seul la réponse aux inégalités. Et vous avez en quelque sorte un modèle où la dette publique devient trop importante et/ou c'est le contribuable qui vient payer pour toutes ces crises. Le contribuable est en quelque sorte le sédentaire de ce modèle et celui qui ne peut pas non plus en tirer tous les bénéfices. C'est pourquoi ma conviction, c'est que le modèle capitaliste, parce que je crois malgré tout que nous construirons l'avenir de l'humanité en gardant quelques fondamentaux : la propriété privée, la coopération, les libertés individuelles et collectives qui ont fait nos sociétés. Et donc, que tout ça doit simplement conduire à repenser nos organisations pour réintégrer au cœur de l'entreprise. Eh bien, la prise en compte des inégalités sociales dans nos pays, des inégalités entre les différents espaces géographiques, des conséquences climatiques que nous vivons, entre autres.

Et au fond, ce qu'on a ces dernières années appelé la responsabilité économique, environnementale, sociale de nos entreprises, l'approche par l'impact de nos entreprises, ce sont des innovations qu'il nous faut maintenant pousser beaucoup plus loin et nous devons réformer nos entreprises en leur sein pour qu'en leur cœur, pour que, en quelque sorte, l'ensemble des parties prenantes, donc stakeholders, les employés, les dirigeants, les actionnaires intègrent dans leurs comportements, mais aussi dans ce qu'on mesure, eh bien, l'impact de leurs actions en termes économiques, sociales, environnementales et démocratiques.

Pr. Klaus SCHWAB

Vous avez mentionné qu'en mesure, je suis très heureux, monsieur le président, de vous dire qu'aujourd'hui même, on a annoncé l'engagement de la société ici virtuellement, de reporter régulièrement selon des critères très exacts sur le progrès qu'ils font dans leur responsabilité sociale, écologique et aussi en ce qui concerne la goutte [inaudible]. J'aimerais bien reprendre l'écologie. Je crois avec aussi l'engagement maintenant du Gouvernement de la nouvelle administration américaine pour les objectifs du traité de Paris. Ma question, on a certainement fait beaucoup de progrès, mais je vous demande : est-ce que vous êtes satisfait avec ces progrès ? Ou est-ce que vous souhaitez une sorte de nouveau consensus qui va au-delà de ce qu'on a discuté et décidé auparavant ?

Le Président de la République

Je pense plusieurs choses sur ce sujet. D'abord, on a une question de mise en œuvre, on a discuté et on s'est mis d'accord sur beaucoup de choses : un agenda climatique, l'agenda de Paris. Et aujourd'hui, nous ne sommes pas au rendez-vous tous ensemble, exactement de nos actes. Et donc, je pense que la priorité des priorités, c'est de manière coordonnée, de tout faire pour tenir nos engagements. Je dis de manière coordonnée parce qu'en quelque sorte, le passager clandestin peut détruire tout le système. Tout cela ne marche que si on avance ensemble au même rythme pour ne pas créer des biais de compétitivité. Et c'est en cela que les dernières années ont été capitales au moment où les États-Unis d'Amérique avaient décidé de quitter l'accord de Paris, à l'été 2017, il y avait un grand risque. Et moi, je regarde quand même les années qui viennent de s'écouler comme des années de résistance formidable où le château de cartes ne s'est pas effondré parce qu'on a tous ensemble tenu, on a créé cette initiative du One Planet Summit le 12 décembre 2017 avec ces coalitions. Tous ensemble on a tenu, Européens, avec beaucoup de pays émergents, développés, avec la Chine il faut bien le dire aussi qui a coopéré très fortement et avec le secteur privé et les États fédérés américains. Et là on a une administration américaine dont le premier geste est de revenir dans les accords de Paris.

Donc, moi, mon premier objectif, c'est qu'on tienne ces accords de Paris ; rehaussement de nos objectifs 2030, nous l'avons fait en européen en décembre dernier avec la réduction d'émissions comme on l'a dit, - 55%, ce qui est un objectif très important. Deuxième point, neutralité carbone 2050. Ce sont les deux points de passage absolument décisifs pour, dans les prochaines années, structurer nos comportements. Derrière, il faut qu'au niveau régional et national, on décline ces stratégies et c'est là le plus dur, c'est-à-dire avoir un prix carbone suffisamment élevé, des mécanismes qui incitent nos entreprises et nos investisseurs à aller plus vite dans la direction, des mécanismes d'accompagnement et de sanction pour que les entreprises et les ménages puissent aller plus vite et plus fort, qu'on renouvelle plus rapidement notre parc automobile, qu'on change plus vite la rénovation de nos bâtiments, etc. etc. Donc ça, c'est le premier pilier, il est essentiel.

Le deuxième pilier, il est d'embarquer véritablement tout le secteur financier et toutes les entreprises et ça rejoint la discussion qu'on avait juste avant. On a des coalitions très importantes à cet égard, et moi je crois beaucoup à l'initiative qu'on a mise en place avec le One Planet Summit, des sovereign wealth funds, asset managers et private equity. Et on l'a réuni le 12 décembre dernier en mode virtuel. Et maintenant, on a réussi à généraliser, en effet, une même nomenclature. Tout le monde s'est engagé avec la task force for Climate-related financial disclosure, TCFD, qui est une vraie avancée à cet égard. On a une même méthodologie et on avance. Donc les investisseurs se sont engagés sur une méthodologie de mesure qui correspond exactement à ce que vous venez de dire et qui, maintenant, est en train de se décliner sur les entreprises. Et par exemple, on a obtenu en décembre dernier, le 12 décembre dernier, que les 40 entreprises du CAC 40 français intègrent cette méthodologie. Ce qui veut dire qu'elles vont devoir reporter à leurs actionnaires, aux marchés, le fait qu'elles sont justement elles-mêmes conformes à ses engagements et qu'elles font des efforts.

Troisième pilier de notre action, c'est qu'on fasse la même chose sur la biodiversité. Moi je crois beaucoup qu'on ne tiendra l'engagement climatique que si on arrive à engager nos entreprises, nos investisseurs, nos pays sur un agenda biodiversité. C'est tout le sens d'ailleurs de ce qu'on a fait avec One Health, qui est de rassembler notre sujet santé humaine, biodiversité, lutte contre le réchauffement climatique et contre la désertification. Mais je crois véritablement qu'on n'est encore qu'au début sur le climat, sur la biodiversité. Et c'est très important parce que c'est des changements de production dans notre agriculture, c'est des changements de notre mode de consommation, de notre mode de vie. Et donc là, nous avons à bâtir cette année les règles communes. Et donc quand vous dites qu'est-ce que l'on doit réussir à négocier de plus ? Eh bien moi, je pense qu'à la COP de Kunming, on doit réussir à négocier l'équivalent de l'accord de Paris pour la biodiversité. Nous avons réuni, il y a quelques jours à Paris et en mode virtuel, un One Planet Summit biodiversité, c'était le premier du genre. On a pris plusieurs initiatives très fortes : la Grande Muraille verte, justement, pour dans 11 pays du Sahel et de la Corne de l'Afrique, réussir à lutter contre la désertification ; beaucoup d'initiatives en matière de biodiversité. Et on a lancé une initiative, là aussi, de disclosure en matière financière pour intégrer la biodiversité dans ces critères, avec un rendez-vous qui se tiendra cet été. Et donc, ça, c'est le point clé. Voilà les trois piliers.

Pr. Klaus SCHWAB

Monsieur le Président, si on prend tous ces changements, est-ce que ça signifie aussi un nouveau mode de mondialisation ? Est-ce que c'est aussi, comme on dit, un nouveau contrat pour la mondialisation ?

mondialisation ? Est-ce c est aussi, comme on dit, un « new normal » pour la mondialisation ?

Le Président de la République

Alors complètement. Je vais vous dire, tout ce qu'on est en train de se dire converge pour moi vers trois éléments. Le premier, on doit bâtir un nouveau consensus. Le 11 novembre dernier, lors du Forum de Paris pour la paix, on a essayé de réunir des chefs d'Etat et de gouvernement, des ONG, des organisations internationales, des intellectuels pour essayer de réfléchir à ce qu'on a appelé très immodestement le consensus de Paris. C'est le consensus de partout, qu'importe, mais de se dire plusieurs décennies après le consensus de Washington, il nous faut bâtir un nouveau consensus dont les règles ne sont pas la réduction de l'État, la baisse du secteur public et la création de valeur uniquement pour justement l'actionnaire. Et donc on doit bâtir, et c'est exactement la discussion qu'on a depuis tout à l'heure ensemble, un nouveau consensus qui intègre tout cela et qu'il remet au cœur du modèle. Deuxième point, il faut trouver un nouveau mode de coopération entre les États, c'est-à-dire retrouver un multilatéralisme efficace. C'est ce à quoi je crois depuis des années. Il était bloqué, en effet, par une administration américaine qui n'y croyait pas. Je nourris beaucoup d'espoirs en ce début d'année avec un partenaire américain, je l'espère, qui va se réengager, et donc nous devons construire un multilatéralisme efficace qui permettra de répondre et de mettre en œuvre ce nouveau consensus. Et puis, troisième chose, on a besoin de bâtir ces nouvelles coalitions, celles-là même qu'on a essayé de construire dans le cadre des One Planet Summit. C'est-à-dire qu'au fond, pour répondre à ces défis, le « new normal » dont vous parlez est une interaction et je salue à cet égard le caractère très innovant de votre forum, depuis des décennies, vous avez pensé ça, c'est-à-dire la coopération, mais au concret entre les États, les ONG, les entreprises, les investisseurs. C'est-à-dire que ce « new normal » dont on parle, la mise en scène du consensus, ce n'est pas qu'un multilatéralisme intergouvernemental, ce sont des coalitions d'acteurs hétérogènes qui se donnent les mêmes objectifs pour avoir des résultats.

Pr. Klaus SCHWAB

Monsieur le Président, ça me donne justement une raison de vous demander : je sais votre intérêt pour toutes les nouvelles technologies, pour ce qu'on appelle la quatrième révolution industrielle, mais dans toute sa conception, disons, le numérique joue un très grand rôle.

Comment voyez-vous l'impact de la puissance de l'écosystème numérique sur tout ce que vous avez dit ?

Le Président de la République

Je pense qu'il y en a plusieurs. Le premier, c'est que nous sommes en effet en train de multiplier les révolutions, quand on parle de numérique. Il y a plusieurs révolutions en une. Nous sommes au début de plusieurs révolutions technologiques qui nous font complètement changer de dimension. On a la révolution de l'intelligence artificielle, qui va totalement changer la productivité et même aller au-delà du pensable dans énormément de verticaux, de l'industrie à la santé en passant à l'espace. À côté de la révolution de l'intelligence artificielle, il y en a une deuxième qui, pour moi, est totalement fondamentale, qui est celle du quantique, qui va là aussi, par la puissance de calcul et la capacité d'innovation, profondément changer notre industrie, en changeant l'industrie des capteurs et donc ce qu'on peut faire dans l'aéronautique, ce qu'on peut faire dans le civil, changer totalement la réalité du cyber, par exemple ; et notre puissance de calcul, ce qui veut dire aussi la capacité qu'on a à résoudre des problèmes. Je prends l'épidémie que nous sommes en train de vivre, l'intelligence artificielle et le quantique sont des instruments de gestion, de transformation de gestion de l'épidémie. C'est-à-dire que vous pourrez régler des problèmes qui aujourd'hui prennent des semaines, en un jour. Vous pourrez régler des problèmes de diagnostic, peut-être en quelques secondes, grâce au croisement de l'imagerie médicale et de l'intelligence artificielle. Et donc dans la grande famille de ce qu'on appelle le numérique, on a en fait une convergence entre des innovations, celles du numérique, qui est au fond, quand on appelle ça génériquement, des réseaux sociaux et d'une hyper connectivité avec celle de l'intelligence artificielle et des technologies quantiques.

Le mariage de tout ça fait que nous allons rentrer dans une ère d'accélération de l'innovation, de rupture très profonde d'innovation et donc de capacités à commoditiser certaines industries et créer de la valeur très vite. Par rapport à ce que j'ai dit, qu'est-ce que cela a comme impact ? Un, on va continuer à innover et à accélérer. C'est sûr. Deux, il y aura des impacts en termes d'ajustement sociaux et il nous faut les penser dès maintenant. C'est-à-dire que le sujet des inégalités sociales va être encore plus prégnant dans un monde comme celui que je viens d'évoquer parce que nous aurons des impacts, des ajustements qui seront réels et qui sont à penser dès maintenant. Trois, tout cela a des impacts en termes démocratiques qui sont massifs. Et donc si vous voulez, pour moi, ces innovations vont être des accélérateurs de nos problèmes sur le plan social et démocratique. L'expérience américaine des dernières semaines l'a montré sur le plan démocratique, si besoin était. Quatre, la bonne nouvelle c'est que je pense que sur la résilience de nos systèmes et la réponse à la crise climatique, on a sans doute sous-estimé l'apport de l'innovation et je pense aussi que toutes ces technologies vont nous permettre, beaucoup plus vite, de répondre aux défis climatiques.

Et donc si je regarde, que je prends deux pas de recul par rapport à tout ce qu'on est en train de se dire, je pense que nos économies vont devoir de plus en plus investir dans ces innovations et il faut y aller à fond. Je pense que si on s'y prend bien et qu'on coopère entre nous, ces innovations vont nous permettre de créer de la valeur, de répondre aux défis économiques. Elles vont nous permettre, je l'espère, je le crois possible, de

répondre plus vite aux défis climatiques. Et c'est aussi pour ça que moi je crois à ce que j'appelle l'économie du mieux, la réponse climatique par l'innovation plutôt que par l'arrêt des activités. Mais elles vont nous poser des problèmes sur lesquels nous n'avons pas assez réfléchi en termes démocratiques, en termes de libertés publiques et d'augmentation des inégalités sociales dans nos différentes nations.

Pr Klaus SCHWAB

Monsieur le Président, c'était vraiment une vision intégrale de notre avenir. Mais notre avenir ne va arriver automatiquement, il faut le construire. Et je suis heureux, on a vu, à travers votre présentation, qu'il y a des gens et des leaders qui ont une perspective très claire comment devrait cet avenir – qu'est-ce que devrait être cet avenir qu'on veut construire pour le bien de tout le monde. Alors un grand merci, Monsieur le Président, et je suis désolé que la technologie, pendant un moment, avec la ligne entre Paris et Genève, nous a réservé certaines surprises. Mais je crois que c'était un grand événement en regardant l'avenir. Merci bien Monsieur le Président de la République.

Le Président de la République

Merci Professeur, merci cher Klaus et je remercie tout le monde. En effet, nous sommes parfois plongés dans le quotidien mais je pense que c'est aussi important – et merci de m'en avoir donné l'occasion – d'essayer de regarder ensemble le cap et d'échanger sur ces sujets. Et votre conclusion le dit très bien, je la partage et je m'arrêterai là dessus, n'oublions jamais que notre objectif est toujours en société de construire la vie bonne, avec les vertus qui vont avec et la volonté de respecter l'autre. Et je pense que c'est au service de cet objectif qu'on doit mettre chacune de nos actions. Donc merci beaucoup, tous mes vœux et j'espère à très bientôt physiquement.

Pr Klaus SCHWAB

A bientôt, au revoir Monsieur le Président.

Le Président de la République

Merci beaucoup, merci Klaus, merci Professeur.